I.—FINANCES PUBLIQUES.

Les nombreux tableaux qui vont suivre exposent sous toutes ses faces la situation financière du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et des municipalités du Canada; on y a ajouté une digression sur la richesse nationale et les revenus de la Puissance, bases des finances d'un pays.

Depuis quelques années, la question financière s'est imposée avec plus de force à l'attention du public, les lourdes taxes qui lui sont imposées pour satisfaire aux besoins croissants de l'administration nationale, régionale et locale, ne lui permettant plus d'y rester indifférent. Lorsque l'on considère le grossissement de nos budgets, on ne doit pas perdre de vue deux faits essentiels, à savoir: (1) que la population de notre pays s'accroît d'une manière assez rapide—22 p.c. entre 1911 et 1921—et (2) qu'une somme de \$1.50 en 1923 ne vaut guère plus que ne valait \$1 en 1913. Ce dernier phénomène produit l'inflation des revenus des contribuables, augmentant ainsi leur capacité de taxation.

L'énorme augmentation du budget fédéral depuis 1913 est due évidemment à la guerre et à ses conséquences: fardeau de l'intérêt, des pensions, du rétablissement des soldats, etc.; il a fallu aussi combler les déficits de l'exploitation des chemins de fer et de la marine marchande du gouvernement canadien. Durant la même période les budgets provinciaux et municipaux ont suivi une courbe parallèle. En 1922, les dépenses ordinaires de tous les gouvernements provinciaux atteignaient environ \$113,000,000, comparativement à \$53,826,219 en 1916, c'est-à-dire six ans seulement auparavant. (A lui seul l'intérêt sur la dette des provinces est passé de \$7,817,844 en 1916 à \$19,818,266 en 1921). D'autre part, entre 1913 et 1921 la somme des taxes imposées par les municipalités d'Ontario est montée de \$34,231,214 à \$83,017,612, soit une progression de 142.5 p.c. Dans Québec, les dépenses des municipalités qui étaient de \$19,139,465 en 1914 se sont élevées à \$48,763,253 en 1921, soit une augmentation de 154.7 p.c. Au Manitoba, la taxation municipale a été portée de \$9,922,537 en 1912 à \$19,502,894 en 1922, soit un accroissement de 94.5 p.c. Les chiffres qui précèdent sont tirés des rapports des gouvernements de ces provinces, lesquels contiennent presque les deux tiers de la population de la Puissance; sans nul doute, la plupart des autres provinces ont suivi le même mouvement ascendant.

I.—Finances fédérales.

Esquisse historique.—Sous le régime français puis au début de l'administration anglaise, les revenus territoriaux ou casuels du Canada, consistant en certains droits seigneuriaux, et le produit de la vente des terres et du bois des forêts domaniales, étaient réservés à la Couronne, le droit d'imposer des taxes et de réglementer le commerce de la colonie appartenant théoriquement au parlement britannique, après 1763.

La loi de Québec de 1774 imposait des droits sur les spiritueux et la mélasse, dont le produit devait contribuer à défrayer le coût de l'administration de la justice et à rémunérer les fonctionnaires civils de la province. Peu après, en 1778, par l'Acte déclaratoire (18, Geo. III, chap. 12), le gouvernement britannique renonçait à tout jamais au droit de taxer les colonies en faveur du trésor impérial, mais maintenait sa prétention de les taxer pour subvenir à leurs propres besoins. Après l'Acte Constitutionnel de 1791, les droits de douane restèrent sous le contrôle du gouvernement impérial, les recettes qui en découlaient, de même que le revenu territorial dont il est plus haut parlé, étant perçus par l'administration, hors la connaissance de l'Assemblée législative, revenus qui rendaient le pouvoir exécutif à peu près